



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
13 septembre 2002  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 9 septembre 2002, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président du Comité  
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste**

J'ai l'honneur de vous rappeler ma lettre du 14 août 2002 (S/2002/955).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire joint, que la République fédérale de Yougoslavie a soumis en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité  
créé par la résolution 1373 (2001)  
concernant la lutte antiterroriste  
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



**Annexe**

**Lettre datée du 4 septembre 2002, adressée au Président  
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution  
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste  
par le Représentant permanent de la Yougoslavie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse à votre lettre du 28 mai 2002, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des renseignements complétant le rapport de la République fédérale de Yougoslavie au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste. Je vous serais reconnaissant de faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) Dejan **Sahovic**

**Informations complétant le rapport de la République fédérale de Yougoslavie au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste**

**Paragraphe 1, alinéa a)**

**La Yougoslavie pourrait-elle exposer dans leurs grandes lignes les propositions faites par le Groupe de travail interministériel en vue de modifier la législation yougoslave pour la rendre conforme aux dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité et à d'autres conventions internationales pertinents?**

La législation destinée à conformer rigoureusement la législation yougoslave aux dispositions de la résolution 1373 (2001) et aux autres instruments internationaux pertinents sur la question est en préparation et sera communiquée au Comité du Conseil de sécurité dès qu'elle sera promulguée.

**Paragraphe 1, alinéa b)**

**Comme la Yougoslavie a signé la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, a-t-elle l'intention d'incorporer dans la législation yougoslave les dispositions réprimant les infractions visées par cette convention?**

Le projet de loi portant amendement du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie, déposé sur le bureau de l'Assemblée fédérale, érige en infraction criminelle le financement du terrorisme. Son incorporation dans la législation pénale yougoslave permettrait de rendre celle-ci conforme à la Convention, signée et ratifiée dans l'intervalle. Selon le projet de loi en question, cette qualification de l'infraction s'applique quand une personne quelconque fournit ou collecte des fonds dont l'objet est de financer le terrorisme; elle est alors passible d'une peine de prison d'un à 10 ans.

Le futur article 155 g), intitulé « Financement du terrorisme », du projet de loi portant amendement du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie se lit comme suit :

« Financement du terrorisme :

Article 155 g)

1) Quiconque fournit ou collecte des fonds dans l'intention de financer la commission d'actes criminels visés aux articles 155 a), 155 b) ou 155 v) est passible d'une peine d'un à 10 ans de prison.

2) Les fonds visés au paragraphe 1 du présent article sont confisqués. »

*Note :* L'article 155 a) se réfère au terrorisme international, l'article 155 b) aux menaces à l'encontre de personnes physiques placées sous la protection internationale, et l'article 155 v) à la prise d'otage.

---

\* Les annexes peuvent être consultées dans les dossiers du Secrétariat.

**Paragraphe 1, alinéa c)**

**La Yougoslavie a-t-elle l'intention de modifier sa législation pour rendre possible le gel de fonds conservés en Yougoslavie par des personnes (en particulier, des personnes physiques, étant donné les restrictions limitant actuellement l'application de l'article 210 du Code de procédure pénale aux personnes morales) et par des entités situées en dehors de la Yougoslavie liées à des activités terroristes ayant lieu en dehors de la Yougoslavie?**

La République fédérale de Yougoslavie adoptera dans un avenir prévisible une législation qui comportera des dispositions permettant de réprimer les infractions mentionnées ci-dessus.

**Quelles obligations de vigilance et de modification incombent-elles aux intermédiaires financiers (y compris ceux qui n'appartiennent pas au sens strict au secteur financier, tels que les avocats d'affaires) en vue en particulier de prévenir les transactions économiques et financières ayant une finalité terroriste ou criminelle (distinctes du produit des activités illicites)? Quelles sont les peines prévues en cas de violation de ces obligations et des peines de cette nature ont-elles déjà été prononcées?**

La Commission fédérale pour la prévention du blanchiment d'argent a été créée pour appliquer la loi sur le blanchiment d'argent (*Journal officiel de la RFY* No 53/2001) en vigueur le 1er juillet 2002. Un département de la lutte contre le financement du terrorisme pourrait être créé dans ce cadre. L'arrêté sur l'organisation interne et le classement des emplois dans la Commission fédérale prévoit la création de huit postes de fonctionnaires qui seraient chargés de travaux d'analyse et d'études et d'activités techniques et opérationnelles ayant trait aux transactions soupçonnées de financer le terrorisme. La tâche de ce département est de déterminer si les transactions financières particulières sont à attribuer à une volonté de blanchiment d'argent pour le financement du terrorisme, de façon que des mesures appropriées puissent être prises contre les personnes qui effectuent de telles transactions.

**Paragraphe 1, alinéa d)**

**Veillez expliquer comment le nouveau Code de procédure pénale devrait normalement permettre d'atteindre l'objectif précis de cet alinéa. Veillez donner un aperçu des dispositions pertinentes et fournir un bilan provisoire de la promulgation et l'application de ce code.**

Le nouveau Code de procédure pénale, qui est entré en vigueur en mars 2002, institue à l'article 234 une disposition nouvelle en vertu de laquelle le juge d'instruction, s'il a quelque raison de penser qu'un acte passible d'une peine d'au moins 10 ans d'emprisonnement a été commis, peut, à la demande du Procureur général, ordonner à un établissement bancaire, financier ou autre, de communiquer des renseignements sur des comptes d'entreprise ou des comptes personnels. Cette nouvelle disposition est censée faciliter la détection des infractions pénales de financement du terrorisme.

En décembre 2001, le Gouvernement fédéral a demandé aux ministres fédéraux des finances et de la justice, ainsi qu'aux autres administrations intéressées, d'étudier la possibilité d'élaborer une loi fédérale prévoyant toutes les

mesures à prendre contre la criminalité organisée et le terrorisme international, en particulier dans le domaine financier.

**Quels sont les contrôles préventifs et les mesures de surveillance mis en place pour veiller à ce que les fonds destinés au financement du terrorisme ne soient pas acheminés par l'intermédiaire d'organisations caritatives, religieuses ou culturelles?**

**Veuillez indiquer les mesures et instruments disponibles pour régler d'autres formules de transfert de fonds, et notamment le système connu sous le nom de hawala.**

La loi sur les dons et l'aide humanitaire (*Journal officiel de la RFY*, Nos 53/2001 et 61/2001) régit la procédure relative aux dons et à l'aide humanitaire reçus de l'étranger, les avantages procurés par ces dons et cette aide à leurs bénéficiaires ainsi que les peines applicables en cas de déformation des faits dans le but de se procurer des avantages, d'usage abusif des devises reçues dans le cadre de donations et d'aide humanitaire, et d'entrave à l'inspection des marchandises, ainsi que des livres de comptes et autres documents relatifs aux dons et à l'aide humanitaire reçus (lesquels pourraient servir, entre autres choses, au financement du terrorisme).

**Paragraphe 2, alinéa a)**

**Veuillez indiquer brièvement les dispositions juridiques qui régissent la fabrication, la vente, la possession, le transport et l'entreposage des armes en Yougoslavie.**

La pièce jointe 1 contient la liste des réglementations relatives à la fabrication, à la vente et à l'achat d'armement et de matériel militaire.

**Veuillez indiquer brièvement les dispositions et procédures juridiques qui régissent le commerce international d'armes et d'explosifs.**

Conformément à la loi sur le transport des substances dangereuses (*Journal officiel de la RFSY*, Nos 27/90 et 45/90), c'est le Ministère fédéral de l'intérieur qui délivre les permis de transport de substances explosives à travers la frontière de l'État et dans le territoire de la République fédérale de Yougoslavie (importation, exportation, transit), lesquels précisent l'expéditeur, le fabricant, le transporteur et le destinataire des marchandises, et contiennent des instructions relatives à l'obligation de respecter certaines mesures spéciales de sécurité, en particulier l'indication d'un itinéraire précis pour le transport sous escorte de la police.

Conformément à l'article 27 de la loi sur la fabrication et le commerce des armements et du matériel militaire (*Journal officiel de la RFY*, No 41/96) et à l'article 4 du Règlement sur le transport des armements et du matériel militaire (*Journal officiel de la RFY*, No 54/97), c'est le Ministère fédéral de l'intérieur qui délivre les permis de transport des armements et du matériel militaire à travers tout le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, sous réserve de l'autorisation préalable du Ministère fédéral de la défense concernant le commerce des armements et du matériel militaire.

Les permis pour le transport transfrontalier d'armes et de munitions et le transit par le territoire de la République fédérale de Yougoslavie sont délivrés par le Ministère fédéral de l'intérieur sur avis préalable du Ministère fédéral des affaires

étrangères et du Ministère fédéral de la défense, comme le prévoit l'article 30 de la loi sur le passage de la frontière et les mouvements dans la zone frontalière (*Journal officiel de la RFSY*, No 30/83).

En outre, les importations et les exportations d'explosifs, d'armes et de munitions qui ne sont pas destinés à être utilisés par les forces armées, c'est-à-dire qui ne sont pas classés comme armes ou matériel militaire, sont subordonnées à la délivrance par le Ministère fédéral des relations économiques étrangères d'un permis indiquant précisément toutes les parties à l'échange, conformément à la décision de la Commission interdépartementale pour la délivrance des permis d'exportation et d'importation d'armes et de munitions pour le sport et la chasse ainsi que de matériaux nécessaires à leur fabrication, en conformité avec la loi sur le commerce extérieur.

Des mesures spéciales de sécurité s'appliquent à tous les aspects susmentionnés de commerce international d'armes et d'explosifs.

Le Ministère de l'intérieur de la République de Serbie, dans le cadre de ses compétences définies par la loi veille à la bonne application des lois et arrêtés et en particulier des règlements qui présentent une importance pour lutter efficacement contre les activités terroristes dans le domaine de la fabrication et du commerce des armes, des munitions et des explosifs. En outre, il propose des amendements aux lois et arrêtés en vigueur ainsi que de nouvelles dispositions législatives. Afin d'améliorer le cadre législatif et institutionnel de lutte contre le terrorisme, le Ministère a proposé une nouvelle loi spéciale contre le terrorisme qui tirera parti de l'expérience d'autres pays en Europe et ailleurs et sera conforme aux directives et aux objectifs énoncés dans la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

On trouvera dans la pièce jointe 2 la liste des lois et arrêtés de la République régissant la fabrication et le commerce des armes, des munitions, des explosifs, des liquides et gaz inflammables.

**Veuillez indiquer brièvement les mesures, législatives et pratiques, qui empêchent des entités et des particuliers de recruter des personnes, collecter des fonds ou solliciter toutes autres formes de soutien pour des activités terroristes qui seraient entreprises en Yougoslavie ou ailleurs, notamment :**

- **Des activités entreprises en Yougoslavie ou à partir du pays visant à recruter des individus, collecter des fonds et solliciter d'autres formes de soutien auprès d'autres pays; et**
- **Des activités mensongères comme recruter des personnes sous des prétextes (l'enseignement, par exemple) qui n'ont rien à voir avec l'objectif réel ou faire collecter des fonds par des organisations servant de façade.**

Le droit pénal de la République fédérale de Yougoslavie prévoit les mesures législatives suivantes pour empêcher des groupes de recruter des personnes, collecter des fonds ou solliciter diverses formes de soutien pour des activités terroristes :

- Activités terroristes et sabotage – articles 125, 126 et 127;
- Envoi ou transfert en République fédérale de Yougoslavie de groupes armés, d'armes et de munitions – article 132;

- Activités visant à violer la souveraineté territoriale – article 135;
- Association en vue d'activités hostiles – article 136;
- Préparation et perpétration des formes les plus graves d'actes criminels – articles 138 et 139;
- Complicité avec l'auteur une fois l'acte criminel commis – article 137;
- Terrorisme international – article 155 a);
- Menaces contre des personnes placées sous protection internationale – article 155 b);
- Prise d'otages – article 155 v).

L'expérience a confirmé que les itinéraires suivis pour le trafic de stupéfiants, la traite des Blanches, et le trafic d'armes et d'autres dispositifs meurtriers, ainsi que les migrations illégales vers l'Europe passaient par le territoire de la République fédérale de Yougoslavie.

Les auteurs d'activités criminelles de ce genre risquent fort de verser dans l'activité terroriste.

Dans le cadre général de l'engagement qu'elle a pris de participer à la lutte contre toutes les formes de terrorisme, la République fédérale de Yougoslavie continue à combattre sur son propre territoire les activités terroristes ayant une incidence indirecte sur ce genre d'activités en Europe et dans le reste du monde.

**De quelle manière la Yougoslavie parvient-elle à surveiller l'établissement et les opérations sur son territoire de groupes paramilitaires qui pourraient s'adonner à des activités terroristes?**

Suivant la réglementation en vigueur, les organisations et les opérations paramilitaires sous toutes leurs formes sont interdites dans le territoire de la République fédérale de Yougoslavie. Le Ministère de l'intérieur et l'armée yougoslave assurent la sécurité dans le pays. Étant donné qu'il est toujours possible que des groupes et des organisations paramilitaires et/ou terroristes se créent, les Ministères de l'intérieur de la République de Serbie et de la République du Monténégro ont, dans le cadre de leurs pouvoirs et compétences légitimes, intensifié leur contrôle sur la création et les opérations de groupes paramilitaires susceptibles de s'engager dans des activités terroristes. Afin d'empêcher dès le début ces groupes de s'organiser et d'agir, les départements ministériels compétents ne cessent de surveiller les activités de ceux qui pourraient présenter un risque, et toutes les informations disponibles sont étudiées avec soin pour permettre aux ministères de planifier leur activités et de pouvoir disposer des directives nécessaires.

Étant donné que l'expérience internationale a mis en évidence les relations existant entre terrorisme et criminalité organisée, le Ministère de l'intérieur de la République de Serbie ne cesse de surveiller, dans le cadre du nouvel organe créé – le Bureau de la lutte contre la criminalité organisée –, l'activité des organisations criminelles de manière à détecter tout lien avec des activités terroristes dans le pays et ailleurs. Des activités ne cessent d'être menées pour détecter et couper les voies utilisées pour la contrebande organisée de biens frappés de droits indirects, de stupéfiants, d'armes, ainsi que pour la traite des Blanches, qui constituent les sources les plus profitables de financement des activités terroristes. Le Ministère

accorde une attention particulière à la détection des liens entre la criminalité organisée et l'action de groupes terroristes qui peuvent dissimuler leurs activités sous le couvert de diverses organisations humanitaires, religieuses et culturelles ou de bureaux de représentation commerciale dans notre pays. On procède donc à des vérifications détaillées de l'activité de ces organisations, de leurs membres et des sources de financement, en s'attachant spécialement à détecter les rapports possibles avec l'organisation terroriste Al Qaida. Une autre menace qui pèse sur la sécurité de la République fédérale de Yougoslavie et de l'ensemble de la région est le lien existant entre le terrorisme au Kosovo-Metohija et dans le sud de la Serbie et la criminalité organisée pour ce qui est du commerce de stupéfiants, d'explosifs, d'armes et de munitions et la traite des Blanches, comme il ressort des activités menées par le Ministère. Il s'agit là d'un lien très fort ayant une dimension internationale, étant donné que la formation, l'achat d'armes et de matériel ainsi que les activités terroristes entreprises dans le territoire du Kosovo-Metohija sont largement financés par l'impôt sur le revenu prélevé sur tous les Albanais travaillant en Europe occidentale ainsi que par les recettes provenant du trafic des stupéfiants organisé par la mafia albanaise, qui est l'une des mafias les mieux organisées du monde. À cet égard, il faut souligner que l'Assemblée de la République de Serbie a adopté la loi sur l'organisation des compétences des organes gouvernementaux afin de lutter contre le crime organisé et la loi relative à l'Office pour la sécurité et l'information (*Journal officiel de la République de Serbie*, No 42/2002).

**Paragraphe 2, alinéa b)**

**Veuillez décrire les mécanismes et procédures permettant d'alerter rapidement d'autres États au sujet de terroristes et d'actes de terrorisme.**

Les données pertinentes sont échangées avec d'autres pays et organisations par l'intermédiaire du Bureau national central d'Interpol, qui relève de la Direction de la police judiciaire du Ministère fédéral de l'intérieur. C'est ainsi que, suivant les règles de procédure établies, les autres États peuvent être rapidement avertis des risques liés à la présence de terroristes et à leurs activités. De plus, ces renseignements peuvent être communiqués à d'autres membres de la communauté internationale par la voie diplomatique.

**D'après la réponse concernant l'alinéa e) du paragraphe 2, la législation yougoslave ne prévoit pas de sanctions pénales contre les groupes terroristes. À ce propos, veuillez préciser si le terme « association de malfaiteurs », tel qu'il est défini dans la législation pénale yougoslave, recouvre expressément les groupes terroristes.**

Comme nous l'indiquons dans notre précédent rapport, la constitution de groupes terroristes n'est pas en soi une infraction pénale réprimée à ce titre par la législation yougoslave. Toutefois, les dispositions générales applicables à la responsabilité pénale prévoient des peines contre les organisateurs d'une association de malfaiteurs (art. 26 du Code pénal de la RFY). Plus précisément, quiconque, aux fins de la commission d'une infraction pénale, aura créé ou utilisé une organisation, bande, entente délictueuse, groupe ou autre association sera tenu pour responsable de toutes les infractions résultant du plan délictueux de ces associations et puni comme s'il/elle avait lui/elle-même commis ces actes, qu'il/elle ait participé ou non à la commission de certains desdits actes et dans l'affirmative en quelque qualité



que ce soit. Les groupes terroristes relèveraient incontestablement de l'association de malfaiteurs.

Au demeurant, si ladite association de malfaiteurs (le groupe terroriste) n'a commis aucune infraction pénale, la responsabilité de l'organisateur est engagée en application de l'article 254 du Code pénal de la RFY (« Association aux fins de la commission d'infractions réprimées par le droit pénal »). Selon cette disposition, quiconque constitue un groupe ayant pour but de commettre des infractions réprimées par le Code pénal fédéral, qui sont passibles d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au moins, est puni de l'emprisonnement pour une durée de trois mois à cinq ans, à moins que le Code ne prévoie une peine plus longue pour cette organisation.

**Veuillez donner des indications détaillées sur l'article 125 du Code pénal (relatif au terrorisme dirigé contre l'État) et des alinéas a), b) et c) de l'article 155 (relatif au terrorisme international).**

L'acte de terrorisme visé à l'article 125 est une forme de terrorisme interne, dirigé contre l'État, alors que les infractions visées aux alinéas a), b) et v) de l'article 155 représentent une forme de terrorisme international faisant intervenir des éléments étrangers.

La Commission de l'acte de terrorisme visé à l'article 125 du Code pénal de la RFY implique une action produisant un risque général, dont l'exemple typique est le fait de provoquer une explosion ou un incendie. La seconde forme que revêt cette commission est l'acte de violence. Ce qui définit encore le fait de commettre un acte de terrorisme est que ses deux formes doivent obligatoirement être intimement liées à ses conséquences, c'est-à-dire qu'elles doivent provoquer un sentiment d'insécurité dans la population. Ce sentiment d'insécurité chez les citoyens est une condition subjective, dont la manifestation primordiale est la peur d'être en danger. Outre la commission elle-même et sa conséquence, il est nécessaire, pour que l'infraction soit constituée, que l'acte ait été commis dans l'intention de mettre en péril l'ordre constitutionnel ou la sécurité de la RFY. Cet élément subjectif confère à cette infraction une dimension politique, et c'est par lui qu'il diffère des autres infractions pénales qui peuvent aussi être commises sous forme d'actions généralement périlleuses ou violentes.

Cet acte est puni de trois à 15 ans de prison. S'il a entraîné la mort d'une ou plusieurs personnes ou mis une vie humaine en danger, ou qu'il s'est accompagné de violences systématiques et de destructions très étendues, ou qu'il a mis en péril la sécurité ou la puissance économique ou militaire du pays, l'auteur est puni au minimum de 10 ans de prison, et si, dans le cours de la commission du crime, il a délibérément tué une ou plusieurs personnes, il est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller de 10 ans au minimum à 40 ans. La même peine est prévue pour quiconque aurait commis cet acte quand le pays était en état de guerre ou sous la menace imminente d'une guerre.

Dans le cas du terrorisme international, le droit pénal yougoslave distingue entre les deux acceptions, au sens restreint et au sens large, du terme. Au sens restreint, le terrorisme international englobe les infractions spécifiées aux alinéas a), b) et v) de l'article 155 du Code pénal de la RFY.

Le texte applicable à l'acte de terrorisme international (art. 155 a) du Code pénal de la RFY) repose sur la Convention européenne de 1977 pour la répression

du terrorisme, encore qu'à l'époque de son adoption, la Yougoslavie n'eût pas encore ratifié cette convention<sup>1</sup>. La criminalisation instaurée par cet article procède de la définition du terrorisme au sens restreint, c'est-à-dire qu'il doit exister une intention de porter atteinte à un État étranger en le commettant. Cet acte revêt une forme ordinaire et deux formes aggravées. La forme ordinaire, définie tour à tour par différentes possibilités, englobe : a) l'enlèvement d'une personne ou la commission d'un autre acte de violence; b) le fait de provoquer une explosion ou un incendie; c) la mise en péril de vies humaines ou de biens de grande valeur. Elle est passible d'un an au moins (et de 15 ans au plus) de prison. Pour l'acte de terrorisme international qualifié visé au paragraphe 2, c'est-à-dire celui qui a entraîné la mort d'une ou plusieurs personnes, la peine est au minimum de cinq ans de prison (et au maximum de 15), et pour la forme qualifiée visée au paragraphe 3, qui est constituée lorsque l'auteur a intentionnellement tué une personne, la peine est de 10 à 40 ans de prison.

Le fondement en droit international de l'infraction pénale constituée par la menace dirigée contre des personnes bénéficiant d'une protection internationale, visée à l'article 155 b) du Code pénal de la RFY, est la Convention sur la prévention et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale, y compris les agents diplomatiques, ratifiée par la Yougoslavie en 1976 (*Journal officiel de la RSFY – Traités internationaux*, No 54/76). Cette infraction revêt un certain nombre de formes. La commission de l'infraction sous sa forme ordinaire est définie comme suit : a) enlèvement ou autre acte de violence commis contre une personne jouissant d'une protection internationale, ou b) attaque commise contre les locaux officiels, le domicile privé ou les moyens de transport d'une personne jouissant d'une protection internationale. Cette infraction est punie d'un minimum d'un an de prison (et d'un maximum de 15). Pour l'infraction qualifiée visée au paragraphe 2 de cet article, qui est constituée si l'acte a provoqué la mort d'une ou plusieurs personnes, le minimum est de 10 ans de prison et le maximum de 40. Une forme moins grave, prévue au paragraphe 4, consiste en une menace sérieuse de commettre un acte visé au paragraphe 1 et elle est passible de 1 à 10 ans de prison.

Forme particulière du terrorisme international entendu au sens large, la prise d'otages est criminalisée par l'article 155 v) du Code pénal de la RFY. L'obligation de réprimer cette infraction pénale découle de la Convention internationale contre la prise d'otages, ratifiée par la Yougoslavie en 1984 (*Journal officiel de la RSFY – Traités internationaux*, No 9/84). Le sujet passif, c'est-à-dire l'objet de l'infraction pénale, est la personne enlevée, c'est-à-dire l'otage, et le sujet protecteur est un État étranger ou une organisation internationale. La commission de cette infraction est définie de manière cumulative, par addition de deux actes, l'enlèvement et la menace. C'est une menace qualifiée en ce qu'elle met la personne enlevée devant la perspective d'être tuée, blessée ou détenue comme otage si les conditions exigées par ses ravisseurs n'ont pas été remplies. Cette menace est dirigée plus contre l'État ou l'organisation internationale, qui se trouve ainsi contraint de faire quelque chose, que contre la personne enlevée. Une peine d'un an de prison au minimum (et de 15 au maximum) est prévue pour cette forme. Pour la

<sup>1</sup> La Convention européenne pour la répression du terrorisme a été ratifiée en novembre 2001 (*Journal officiel de la RFY*, No 10/2001) et elle prendra effet pour notre pays trois mois après le dépôt des instruments de ratification.

même infraction qualifiée visée au paragraphe 2, qui est constituée lorsque l'auteur a intentionnellement tué la personne enlevée, la peine prévue est de 10 à 40 ans de prison.

Dans certaines conditions, les actes ci-après peuvent aussi être constitutifs d'actes de terrorisme international au sens large : détournement d'aéronef (art. 240 du Code pénal de la RFY), mise en danger de la sécurité d'un vol (art. 241), acquisition et utilisation sans autorisation de matières nucléaires [art. 247 a)] et atteinte à la sûreté des matières nucléaires [art. 247 b)]. La criminalisation de ces actes se fonde sur les conventions des Nations Unies ci-après, ratifiées par la Yougoslavie : Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, du 14 mars 1963 (*Journal officiel de la RSFY*, No 47/70), Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, du 16 décembre 1970 (*Journal officiel de la RSFY*, No 33/72), Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, du 23 septembre 1971 (*Journal officiel de la RSFY*, No 33/72) et Convention sur la protection physique des matières nucléaires, faite à Vienne en 1979.

#### **Paragraphe 2, alinéa c)**

**Prière de donner un aperçu des dispositions législatives qui traitent de l'octroi de l'asile aux étrangers, en particulier de celles qui interdisent de donner asile à des terroristes.**

La question de l'asile est réglementée par les textes suivants :

- Loi sur la circulation et la résidence des étrangers, *Journal officiel de la RSFY* Nos 58/80, 53/85, 30/89, 26/90, 53/91 et *Journal officiel de la RFY* Nos 24/94, 28/96 (art. 44 à 49);
- Règlement relatif à la délivrance de documents de voyage et de visas aux étrangers et à la forme de ces documents et visas, *Journal officiel de la RSFY* No 44/81 (art. 46 à 48).

Selon les dispositions de la loi susmentionnée, le droit d'asile en RFY est accordé à un étranger qui est persécuté pour avoir exprimé des opinions démocratiques et avoir exercé des activités en faveur de la libération sociale et nationale, des droits de l'homme et des libertés ou de la liberté de création scientifique et artistique.

Un étranger peut faire une demande d'asile en personne ou par l'intermédiaire des organes des républiques chargés de délivrer des documents de voyage et des visas aux étrangers ou des missions diplomatiques et/ou bureaux consulaires de la République fédérale de Yougoslavie à l'étranger. La demande peut également être enregistrée. L'organe compétent qui reçoit la demande d'asile d'un étranger doit vérifier les déclarations qui y sont faites et la transmettre accompagnée de son avis, au Ministre fédéral de l'intérieur par l'intermédiaire des ministres de l'intérieur des républiques.

Si les données d'information disponibles sur le(la) candidat(e) à l'asile ou les faits intervenus au cours de la procédure donnent raisonnablement à penser que le(la) candidat(e) à l'asile a l'intention de se livrer à des activités dirigées contre la RFY, le service de sécurité compétent en est informé.

Le Ministre fédéral des affaires étrangères et, dans le cas du personnel militaire, le Ministre fédéral de la défense, sont consultés lors de l'examen de la demande d'asile.

Tout étranger auquel le droit d'asile a été accordé bénéficie d'un hébergement (mise à disposition d'un appartement convenable ou octroi d'une allocation pour lui permettre de se procurer un logement) et reçoit une aide financière pour assurer sa subsistance et sa protection sanitaire. Les ressources financières à cette fin sont prélevées sur le budget fédéral. Le Secrétariat fédéral du travail, de la santé et de la protection sociale est chargé de réglementer ces questions pour les étrangers auxquels le droit d'asile a été accordé. Le Ministre fédéral de l'intérieur est habilité à décider d'accorder ou de retirer l'asile.

Sur proposition du Ministre fédéral de l'intérieur et du Secrétariat fédéral du travail, de la santé et de la protection sociale, le Gouvernement fédéral détermine au cas par cas le montant de l'aide à accorder à un étranger auquel le droit d'asile a été accordé ainsi que l'ampleur de la protection sanitaire assurée et les critères et les conditions d'exercice de cette protection.

Un étranger qui bénéficie du droit d'asile se voit également accorder le droit de résidence permanente en République fédérale de Yougoslavie.

Si, après que le droit d'asile a été accordé à un étranger, des faits nouveaux qui justifieraient le retrait de ce droit surviennent ou s'il apparaît que l'étranger en question agit contre les intérêts de la République fédérale de Yougoslavie, ou qu'il se livre à des activités préjudiciables aux intérêts internationaux du pays, une procédure de retrait du droit d'asile est instituée.

La décision de retrait du droit d'asile précise dans quel délai l'étranger doit quitter le territoire de la RFY. Ce délai ne peut pas être inférieur à 30 jours ni supérieur à six mois. L'étranger peut former un recours auprès du Gouvernement fédéral contre la décision de refus d'accorder l'asile ainsi que contre la décision de retrait du droit d'asile. La décision rendue en la matière ne peut faire l'objet d'aucun recours administratif.

La loi sur la circulation et la résidence des étrangers traite également de la question de l'asile. Toutefois, dans le cadre de l'adaptation aux normes de l'Union européenne, il a été institué au sein du Ministère fédéral de l'intérieur une équipe spéciale qui a élaboré le projet de loi sur la circulation et la résidence des étrangers et le projet de loi sur l'asile qui seront soumis à un nouvel examen.

Selon le projet de loi sur l'asile, l'asile est refusé à toute personne qui répond aux conditions requises pour bénéficier du statut de réfugié s'il est établi :

- Que cette personne a commis un crime contre la paix, un crime de guerre ou un crime contre l'humanité au sens du droit international;
- Que cette personne avait commis un crime grave à l'extérieur de la République fédérale de Yougoslavie avant d'être admise sur son territoire en tant que réfugié;
- Que l'octroi de l'asile à cette personne est contraire aux intérêts internationaux de la République fédérale de Yougoslavie et à la sauvegarde de l'ordre public et de la sécurité nationale.

**Prière de préciser s'il existe dans les lois en vigueur des dispositions interdisant l'accès à la Yougoslavie des types de personnes visées au paragraphe 2 c) de la résolution qui ne sont pas demandeurs d'asile.**

La loi sur la circulation et la résidence des étrangers régleme également la question de la délivrance de visas pour la RFY.

D'après les dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe 1 de l'article 25 de la loi, un visa ne doit pas être délivré, c'est-à-dire que l'admission en RFY doit être refusée à un étranger qui a commis un crime contre l'humanité et le droit international.

Un étranger qui, d'après les registres de l'autorité compétente de la RFY, est un délinquant international n'est pas autorisé à entrer en RFY (art. 25, par. 1, al. 5).

Selon le projet de loi sur la circulation et la résidence des étrangers, l'admission en RFY est refusée à un étranger :

- Qui est inscrit au fichier des étrangers considérés comme *persona non grata* ou des personnes internationalement recherchées, tenu par les autorités compétentes de la RFY;
- Qui n'est pas ressortissant d'un État dont il possède le document de voyage, sauf s'il est dit expressément dans ce document que cette personne a le droit de retourner dans l'État qui a délivré le document de voyage ou le visa;
- Qui a donné de fausses informations personnelles dans sa demande;
- Dans d'autres cas justifiés, en particulier en cas de doute raisonnable sur l'identité de la personne et/ou le but de sa demande.

Étant donné que la République fédérale de Yougoslavie est un pays de transit commode pour les ressortissants de pays d'où proviennent un grand nombre de migrants illégaux, les autorités compétentes prennent actuellement des mesures pour protéger les frontières extérieures de la RFY.

**Paragraphe 2, alinéa d)**

**Veillez décrire les dispositions du Code pénal yougoslave empêchant que le territoire yougoslave ne soit utilisé pour commettre des actes de terrorisme en dehors de la Yougoslavie.**

Dans le Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie, l'utilisation du territoire yougoslave pour la commission d'actes de terrorisme en dehors de la Yougoslavie n'est pas considérée comme un délit en soi, mais les auteurs de tels actes seraient certainement poursuivis, selon les circonstances du délit.

Ainsi, par exemple, aux termes de l'article 253 du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie (Conspiration en vue de commettre un acte proscrit par la loi fédérale), une personne qui conspire avec une autre en vue de commettre un délit passible de cinq ans de prison ou plus (et les actes de terrorisme sont couverts par la loi fédérale et sont passibles d'une telle peine) peut être condamné à un an de prison au maximum. Selon l'article 254 du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie (Association en vue de commettre un acte proscrit par la loi fédérale), une personne qui organise un groupe dans le but de commettre des actes proscrits par la loi fédérale est passible de trois mois à cinq ans

de prison, et tout membre d'un tel groupe d'une peine de prison pouvant atteindre un an.

**Paragraphe 2, alinéa e)**

**Veillez indiquer quelles sanctions s'appliquent aux diverses infractions aux conventions et protocoles internationaux concernant le terrorisme en vertu des amendements à l'examen pour aligner les dispositions de la législation yougoslave sur celle de la résolution.**

Les sanctions applicables aux actes de terrorisme sont indiquées dans la réponse aux questions se rapportant à l'alinéa b) des paragraphes 1 et 2.

**Les tribunaux yougoslaves sont-ils compétents pour connaître de délits du type suivant :**

- **Un acte commis en dehors de la Yougoslavie par un citoyen ou une personne qui réside habituellement en Yougoslavie (que cette personne réside actuellement en Yougoslavie ou non);**

Selon l'un des principes de base du Code pénal yougoslave, le seul élément pertinent sur le plan juridique est la citoyenneté yougoslave de l'auteur du délit et non le fait qu'il a sa résidence permanente en République fédérale de Yougoslavie.

- **Un acte commis en dehors de la Yougoslavie par un ressortissant étranger se trouvant actuellement en Yougoslavie?**

Cette question est régie par l'article 107 du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie (Applicabilité du droit pénal yougoslave à des étrangers qui ont commis un délit à l'étranger). Aux termes du paragraphe 1 de cet article, le Code pénal yougoslave s'applique à tout étranger qui commet à l'étranger un acte délictueux dirigé contre la Yougoslavie ou qui commet un acte délictueux dirigé contre un citoyen yougoslave. Le paragraphe 2 du même article définit les conditions auxquelles ce principe universel est appliqué. Aux termes de ses dispositions, le Code pénal yougoslave s'applique également à un étranger qui, à l'étranger, commet contre un pays étranger ou un ressortissant étranger, un acte délictueux qui, aux termes de la législation yougoslave, est passible de cinq ans de prison ou plus (il ressort des réponses aux questions précédentes que les actes de terrorisme relèvent de cette catégorie de délits). Les conditions d'application du principe universel sont les suivantes : l'auteur du délit se trouve sur le territoire yougoslave, il ne fait pas l'objet d'une demande d'extradition dans un pays étranger et l'acte commis est passible de sanctions en vertu de la législation du pays où il a été commis.

**Paragraphe 2, alinéa f)**

**Veillez décrire brièvement les dispositions particulières du Code pénal qui concernent l'entraide dans les enquêtes et procédures pénales.**

L'aide judiciaire internationale en matière pénale est régie par une section distincte du Code pénal. En vertu de ce code, les traités internationaux prennent lors de l'octroi d'une aide judiciaire internationale et en l'absence d'un traité international avec un État donné ou si une question n'est pas régie par un traité international, l'aide judiciaire internationale en matière pénale est accordée selon les dispositions de ce code.

En vertu du Code pénal, l'aide judiciaire suppose essentiellement une aide au sens étroit (entretien avec l'accusé, les témoins et les experts, enquête préliminaire, perquisition et fouille de personnes, confiscation d'objets ainsi que présentation de documents, textes écrits ou autres objets en rapport avec la procédure pénale engagée dans l'État requérant) ainsi que des formes particulières d'aide judiciaire, réglementées également par ce code, telles que l'extradition, la cession et l'acceptation de poursuites pénales et l'exécution de décisions de tribunaux en rapport avec l'application de peines. Toutes ces formes d'aide juridique sont accordées à titre de réciprocité. En cas de fourniture d'une aide judiciaire internationale, l'organe chargé de la communication du côté yougoslave, en vertu de la loi, est le Ministère fédéral de la justice.

La fourniture d'une aide judiciaire au sens étroit n'est pas réglementée en détail quant aux formes particulières d'aide judiciaire citées, leur réglementation peut se résumer comme ci-après :

Pour ce qui est de l'exécution de la décision d'un tribunal étranger en matière pénale, la loi dispose que le tribunal national exécute la décision d'un tribunal étranger relative à la peine en cas de disposition en ce sens d'un traité international ou à titre de réciprocité, et si la peine est prononcée par un tribunal national conformément à la législation pénale de la République fédérale de Yougoslavie. En outre, si un étranger a été reconnu coupable par un tribunal national ou si une personne habilitée à cet effet par un traité introduit une requête tendant à ce que le condamné purge la peine dans son pays d'origine, le tribunal statuant en première instance agira conformément au traité international ou à titre de réciprocité.

Si un délit a été commis sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie par un étranger résidant dans un pays étranger, la poursuite pénale peut être cédée à cet État si l'État étranger n'élève pas d'objection. La cession n'est autorisée que dans le cas d'infractions pénales passibles d'un maximum de 10 ans d'emprisonnement ou mettant en danger la circulation publique. Si la partie lésée est un ressortissant yougoslave, la cession n'est pas autorisée en cas d'objection par la partie lésée, à moins qu'elle n'ait été accordée à titre de garantie pour l'exercice de sa créance du chef de dommages matériels.

S'agissant de l'extradition, les hypothèses juridiques sont les suivantes : 1) la personne dont l'extradition est demandée n'est pas un ressortissant yougoslave; 2) l'acte au titre duquel l'extradition est demandée n'a pas été commis sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie, contre celle-ci ou contre ses citoyens; 3) l'acte au titre duquel l'extradition est demandée constitue une infraction pénale au regard de la loi yougoslave ainsi que de la loi du pays où il a été commis; 4) il n'y a pas prescription pénale au regard de la loi yougoslave applicable à la poursuite ou à la répression ou l'acte ne fait pas l'objet d'une amnistie; 5) l'étranger dont l'extradition est requise n'a pas déjà été condamné pour le même délit par le tribunal national ni acquitté par ledit tribunal, sauf si les conditions d'un pourvoi en révision énoncé par la loi sont réunies, ou une procédure pénale n'a pas été introduite dans la République fédérale de Yougoslavie contre l'étranger pour le même délit commis contre la République fédérale de Yougoslavie et, au cas où cette procédure a été engagée pour un acte commis contre un citoyen yougoslave, une garantie a été fournie au titre d'une créance du chef de dommages matériels; 6) l'identité de la personne a été établie; 7) il existe suffisamment d'éléments de

preuve pour supposer raisonnablement que l'étranger dont l'extradition est requise a commis ledit délit ou qu'une décision judiciaire valide a été rendue.

**Veillez donner une liste des pays avec lesquels la Yougoslavie a conclu des accords bilatéraux d'entraide.**

La Yougoslavie a signé 34 accords bilatéraux d'entraide judiciaire avec 25 pays. Des accords bilatéraux d'assistance judiciaire ont été conclus avec les pays suivants : Albanie, Algérie, Allemagne, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie (ex-URSS), France, Grèce, Hongrie, Iraq, Italie, Mongolie, Pays-Bas, Pologne, Roumanie, Royaume-Uni, Suisse, Tchécoslovaquie (les accords s'appliquent tant à la République tchèque qu'à la Slovaquie) et Turquie.

**Paragraphe 3, alinéa c)**

**Le CTC souhaiterait avoir des précisions sur les travaux du groupe d'experts chargé des questions de terrorisme dont il est question dans le rapport.**

Dans le cadre des travaux intensifs qui entourent l'élaboration de la Charte constitutionnelle, laquelle précisera le cadre dans lequel se dérouleront les relations entre la Serbie et le Monténégro, le Groupe d'experts, ou plus exactement le Conseil contre le terrorisme, a été officiellement créé le 1er août 2002 par une décision du Gouvernement fédéral de la République fédérale de Yougoslavie. Le Ministre fédéral de l'intérieur a été nommé Président de cet organe et le Ministre fédéral de la défense Vice-Président. Le Conseil devrait donc intensifier ses travaux dans un avenir proche, et le CTC sera tenu informé des progrès accomplis.

**Le CTC souhaiterait recevoir une liste des traités et accords multilatéraux et bilatéraux relatifs à l'entraide judiciaire en matière pénale auxquels la Yougoslavie est partie.**

La liste des traités et accords est jointe au présent document en tant que pièce jointe 3.

**Paragraphe 3, alinéa d)**

**En ce qui concerne les conventions et protocoles internationaux pertinents relatifs au terrorisme, le CTC souhaiterait être tenu informé des progrès accomplis par la Yougoslavie s'agissant des points suivants :**

- **Adhésion aux instruments auxquels elle n'est pas encore partie.**

L'Assemblée fédérale de la République fédérale de Yougoslavie a ratifié la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme le 1er juillet 2002, suivie le 2 juillet 2002 de la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime adoptée le 8 novembre 1990 par le Conseil de l'Europe.

La Convention européenne pour la répression du terrorisme a été ratifiée, la ratification de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif est en cours et la procédure de ratification de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection a été lancée.



**• Adoption des lois et des mesures nécessaires à l'entrée en vigueur des instruments auxquels elle est partie.**

La ratification des conventions susmentionnées sera suivie par l'adoption de lois et autres mesures nécessaires à leur application.

**Paragraphe 3, alinéa e)**

**Le CTC souhaiterait avoir des précisions sur l'entrée en vigueur et l'application de la loi portant amendement du Code pénal dont il est question dans le cadre de cet alinéa.**

Le projet de loi portant amendement du Code pénal de la République fédérale de Yougoslavie en est encore au stade parlementaire et devrait entrer en vigueur prochainement.

**Paragraphe 3, alinéa f)**

**Existe-t-il des dispositions analogues à celles prévues par l'article 12 de la loi relative à la citoyenneté yougoslave en vue de limiter la durée du séjour de personnes appartenant à une catégorie à laquelle l'article en question prévoit de ne pas octroyer la citoyenneté yougoslave?**

En vertu de l'article 12 de la loi relative à la citoyenneté yougoslave (*Journal officiel de la RFY*, No 33/96 et 9/01) et des dispositions prévues par l'alinéa a) de l'article 12 et l'article 26 de la loi, les étrangers mariés à un citoyen yougoslave qui ont obtenu le statut de résidents permanents dans la République fédérale de Yougoslavie, et les personnes qui ont été déchues de la citoyenneté yougoslave et qui résident sur le territoire yougoslave pendant au moins une année, ne peuvent devenir citoyens yougoslaves si leur comportement laisse à penser qu'ils ne respecteront pas l'ordre juridique de la République fédérale de Yougoslavie.

En outre, l'article 48 de la loi dispose que les citoyens de l'un des nouveaux États issus du territoire de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie, qui résident sur le territoire de la République fédérale de Yougoslavie en tant que réfugiés, expulsés ou déplacés, et les citoyens de l'ex-République socialiste fédérative de Yougoslavie qui n'ont pas la citoyenneté de l'un des nouveaux États n'obtiendront la citoyenneté yougoslave que si cela ne contrevient pas aux intérêts de la sécurité, de la défense ou de la position internationale de la République fédérale de Yougoslavie.

**Autres questions**

**La Yougoslavie pourrait-elle fournir un organigramme des structures administratives – police, contrôle de l'immigration, douanes, autorités chargées de la surveillance fiscale et financière, etc. – qu'elle a mises en place pour donner effet aux lois, règlements et autres textes considérés comme contribuant à l'application de la résolution?**

Les fonctions du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie sont définies à l'article 3 de la loi relative aux ministères, conformément auquel le Ministère de l'intérieur s'acquitte des tâches dévolues à l'Administration dans les domaines suivants : protection de la sécurité de la République de Serbie et détection et prévention d'activités visant à compromettre ou renverser l'ordre constitutionnel,

protection de la vie des citoyens et sécurité de leur personnel et de leurs biens, répression et détection des actes criminels et recherche et arrestation des auteurs d'actes criminels et leur remise aux autorités compétentes, protection de certaines personnes et de certains lieux, sécurité routière, contrôle des passages à la frontière, contrôle des déplacements et des séjours dans la zone frontalière, contrôle des déplacements et des séjours des étrangers, acquisition, possession et port d'armes et de munitions, production et commerce des substances explosives, des liquides inflammables et des gaz, lutte contre les incendies, citoyenneté, codes d'identification personnels, cartes d'identité, titres de voyage, domicile et résidence des citoyens, formation, décision en deuxième instance concernant les procédures administratives sur la base de la réglementation relative aux réfugiés, ainsi que toutes autres tâches fixées par la loi.

Les principes généraux régissant l'organisation interne et la classification des postes du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie sont définis par le Gouvernement de la République de Serbie. L'organisation interne et la classification des postes du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie sont arrêtées par une décision du Ministre de l'intérieur prise avec l'accord du Gouvernement.

L'organisation du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie est régie par le Règlement relatif à l'organisation interne du Ministère. Y sont prévus les services du Ministère, leurs attributions, l'organisation du siège et des domaines relevant de sa compétence, la façon de gérer les services et de programmer, planifier et exécuter les tâches du Ministère. Conformément au Règlement, les travaux du Ministère et son fonctionnement sont organisés selon les principes de la gestion horizontale-verticale et territoriale, assurée par le Département de la sécurité publique et les unités administratives territoriales – 33 secrétariats, qui regroupent 126 bureaux et 31 postes de police.

Au siège du Ministère de l'intérieur, le Département de la sécurité publique se compose de 13 unités administratives (10 bureaux, le centre opérationnel, le service spécial antiterroriste et la gendarmerie). Les bureaux sont les suivants : Bureau de la police criminelle, Bureau de la police, Bureau de la police de la circulation, Bureau de la police des frontières chargé des étrangers et des affaires administratives (qui comprend 37 postes de police des frontières), Brigade des sapeurs-pompiers, Bureau des analyses, Bureau de l'information, Bureau des communications, Bureau des services généraux et Intendance.

Ne relèvent pas du Département les unités administratives suivantes : le Cabinet du Ministre, le Bureau chargé de la lutte contre le crime organisé, l'inspecteur général du Département de la sécurité publique, l'inspecteur général du Département de la sécurité de l'État, le Service des opérations spéciales, le Service des hélicoptères, le Service juridique, l'Institut de la sécurité, le Collège de l'intérieur et l'École secondaire de l'intérieur.

La police constitue la division la plus importante en nombre du Ministère de l'intérieur. Ses attributions sont définies par la loi et comprennent essentiellement les tâches concernant la sécurité des personnes et des biens, le maintien de l'ordre public, la sécurité routière et le contrôle des mouvements transfrontières. Selon la nature de leurs fonctions, les services s'intitulent respectivement Police générale, Police criminelle, Police de la circulation, Police des frontières et Brigade des sapeurs-pompiers.

## **Police spéciale**

La police spéciale comprend les services suivants : Service spécial antiterroriste, Gendarmerie, Service des opérations spéciales et Service des hélicoptères.

### *Service spécial antiterroriste*

Ce service a pour fonction d'assurer la sécurité de la République de Serbie et de ses citoyens, en particulier en cas de détournement d'avion ou d'autres moyens de transport, de prise d'otages, d'érection de barricades, d'acte de sabotage à des fins terroristes, d'acte commis par des groupes de rebelles ou autres groupes ou individus dangereux, et dans tout autre cas de résistance avec usage d'armes à feu.

### *Gendarmerie*

La Gendarmerie est le principal service d'intervention du Département de la sécurité publique; c'est elle qui planifie, organise et exécute les tâches de sécurité les plus complexes dans les cas tels que coups de main de groupes rebelles dangereux, organisation d'actes de sabotage à des fins terroristes, mutinerie dans les prisons, arrestation de criminels dangereux, rétablissement de l'ordre public en cas de désordres graves, sécurité à assurer lors de rassemblements publics à haut risque, assistance à apporter en cas de danger public et de suppression des conséquences des catastrophes naturelles, ainsi que toutes autres tâches relevant de la compétence du Département.

### *Service des opérations spéciales*

Ce service est chargé des tâches relatives à la répression des actes de terrorisme et de sabotage commis par des organisations, des groupes ou des individus dans le pays ou à l'étranger; il exerce des fonctions de sauvetage en venant en aide aux citoyens dont la vie ou les biens sont en danger et s'acquitte d'autres tâches lorsque la sécurité du pays l'exige.

### *Service des hélicoptères*

Ce service exerce des fonctions d'intervention et d'assistance directes dans les cas où il faut assurer la protection des pouvoirs publics et des citoyens, en particulier lorsqu'il faut rechercher et arrêter des terroristes, des rebelles et autres individus ou groupes criminels, arrêter des criminels dangereux, rétablir l'ordre public en cas de désordres graves, surveiller la circulation, lutter contre les incendies, opérer des sauvetages lorsque des vies ou des biens sont en danger, et il s'acquitte d'autres tâches lorsque la sécurité du pays l'exige.

L'organigramme du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie fait l'objet de la pièce jointe No 42.

---

<sup>2</sup> Compte tenu de leurs compétences et de l'étendue de leur ressort, les ministères de la République sont les principaux responsables de la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi, au lieu de l'organigramme du Ministère fédéral de l'intérieur, nous avons présenté celui du Ministère de l'intérieur de la République de Serbie, jugé plus représentatif, puisque ce ministère est chargé de la sécurité de la majeure partie du territoire de la République fédérale de Yougoslavie.